

Covid-19, Pathogénicité des Logiques Nécropolitiques et Persistance de la Colonialité Économique en Afrique Sub-Saharienne

Jacquineau Azétsop, PhD, MPH

Université Pontificale Grégorienne, Rome, Italie

Email address: azetsop@unigre.it

Martin Ghislain Abéga, doctorant

Université Pontificale Grégorienne, Rome, Italie

Résumé

Plus d'un an après l'apparition de la covid-19, l'Afrique est le continent le moins affecté par cette crise pour plusieurs raisons parmi lesquelles l'efficacité de sa pharmacopée et son système de santé formé au gré de l'expérience à la gestion des épidémies de tout genre. La pandémie actuelle est moins une crise sanitaire qu'une crise économique et financière qui laisse entrevoir la colonialité politico-économique sous laquelle ploie le continent africain. La crise de la covid-19 a un effet révélateur et décolonial. Elle révèle d'une part la fragilité des économies africaines face aux chocs exogènes et les limites des politiques néolibérales incapables de fournir des solutions adéquates devant des problèmes sociaux d'envergure mondiale et d'autre part, l'affirmation de l'efficacité non-reconnue des savoirs endogènes et la résurgence des discours panafricanistes et souverainistes. Pour les pays africains, cette crise pourrait servir de ressort pour se réinventer afin d'envisager leur émancipation politico-économique à partir des forces endogènes et de la mutualisation, au niveau régional et continental, de ces mêmes forces. La valorisation des ressources locales, longtemps négligées et méprisées, est une condition importante pour ré-initier la reconquête de la souveraineté politico-économique et symbolique des pays africains.

Mots clés : COVID-19, Economie Africaine, Savoirs endogènes, Décolonisation, Souveraineté symbolique

Abstract

More than a year after the appearance of covid-19, Africa is the continent least affected by this crisis for many reasons including the effectiveness of its pharmacopoeia and its health system trained, by experience, to manage epidemics of all kinds. The current pandemic is less a health crisis than an economic and financial crisis that reveals the politico-economic coloniality

under which the African continent is bending. The covid-19 crisis has a revealing and “de-colonial” effect. It reveals on the one hand the fragility of African economies in the face of exogenous shocks and the limits of neoliberal policies incapable of providing effective solutions to global challenges and on the other hand, the affirmation of the unrecognized effectiveness of endogenous knowledge and the resurgence of pan-Africanist and sovereigntist discourses. For African countries, this crisis could serve as a springboard to reinvent themselves and reclaim their politico-economic emancipation based on endogenous forces and the pooling, at regional and continental level, of these same forces. The development of local resources, long neglected and despised, is an important condition for re-initiating the re-conquest of the political-economic and symbolic sovereignty of African countries.

Key words: COVID-19, African Economy, Endogenous knowledge, Decolonisation, Symbolic sovereignty

“epidemics are moments of truth [...] they invent nothing but it uncovers” (Fassin 2007, 32).

Introduction

La pandémie actuelle de coronavirus dans les pays développés est plus qu’une crise médicale, car elle laisse entrevoir une crise politique et idéologique. Cette crise est profondément enracinée dans l’attitude néolibérale de négation de l’importance de la santé publique et du bien public, ainsi que du refus d’allouer des fonds aux institutions sociales qui devraient en prendre soin. Devant la faillite non-récusable de la raison néolibérale (Chomsky 2020), la fragilité économique des pays africains face aux chocs exogènes (à l’instar de la pandémie actuelle) et les conséquences désastreuses de la pandémie à Covid-19 dans les pays développés, les réactions qui peuplent çà et là l’espace psychosocial et symbolique africain mettent en évidence un autre mode de penser et le retour des discours émancipatoires et souverainistes. Jamais dans l’histoire récente de l’humanité ne sont apparues, avec une acuité aussi prononcée, les limites des pays industrialisés. La pandémie et la fragilité, non seulement, des systèmes de santé, mais aussi des économies, ont montré que le modèle néolibéral de gestion de la société suivant les logiques du business a échoué. En effet, les pays ultracapitalistes ont montré leur incapacité à affronter une crise sanitaire d’envergure globale en termes de business (Chomsky 2020). Dans le même sillage, plusieurs intellectuels de renommée internationale se sont levés pour souligner que la pandémie à covid-19 aurait initié, d’une manière ou d’une autre, le processus qui conduirait à la fin du néolibéralisme (Stiglitz 2019; Saad-Filho 2020; Chomsky 2020). Après quatre décennies de néolibéralisme, la pandémie a frappé des États épuisés par la dictature du marché. À cause de la recherche de rentabilité à court terme, le néolibéralisme a favorisé la désindustrialisation par la

mondialisation de la production et construit des structures financières fragiles. Cette désintégration de l'économie mondiale a rendu les économies néolibérales les plus riches incapables de produire suffisamment de masques faciaux et d'équipements de protection individuelle pour leur personnel de santé. Ces insuffisances n'ont pas seulement été causées par l'incapacité à produire due à l'évolution des technologies ou à la politique commerciale de la Chine, mais aussi par des politiques économiques délibérément choisies (Saad-Filho 2020). L'érosion des services publics et des systèmes de protection sociale provoquée par des décennies d'attaques néolibérales a rendu les sociétés plus vulnérables à un tel virus, car les moyens nécessaires pour faire preuve de solidarité et de soins fonctionnent mal, sont sous-financés ou n'existent tout simplement pas (Salgado 2020). L'on a l'impression qu'un modèle de société construit autour des principes néolibéraux est en crise. De nouvelles alternatives et une nouvelle géographie de l'intervention sanitaire à l'échelle globale se met en place. Des pays comme Taïwan et la Corée du Sud ont réussi admirablement à contenir la première vague de la pandémie (Kern 2020); le Vietnam a envoyé, par l'entremise de ses ambassades respectives, plus de 550 000 masques à cinq pays de l'Union Européenne à savoir : la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne (Reuters 2020); Cuba a apporté de l'aide médicale à une quarantaine de pays dont certains de l'Europe (Greave 2020) et les pays africains ont recouru aux solutions endogènes pour affronter la pandémie à Covid-19. Cette pandémie met au défi l'ensemble des forces sociales, gestionnaires au quotidien de la santé et d'autres domaines de la vie sociale, avec lesquelles les pouvoirs publics doivent collaborer pour inventer une Afrique nouvelle, partant des logiques endogènes. Les discours autour de la solution malgache et celle de l'Archevêque de Douala montrent très bien la nécessité, au niveau continental, d'une mutualisation des forces et des ressources endogènes.

En Afrique, l'impact de la pandémie à Covid-19 est plus ressenti au niveau de l'économie que de la santé. Alors qu'elle représente « moins de 3 % des cas officiels de Covid-19 dans le monde, l'Afrique subit durement les incidences de la crise mondiale avec des millions de femmes et d'hommes basculant dans l'extrême pauvreté et le sous-emploi. Elle connaît sa plus sévère récession depuis un quart de siècle, avec un recul de -3,3 % du PIB par rapport à l'année précédente » (Zé Belinga 2020). L'Afrique est fortement affectée par les conséquences économiques de la crise sanitaire en cours; des conséquences qui exacerbent la crise de financement dans laquelle elle se trouvait avant la pandémie. Point n'est besoin de rappeler qu'en Europe, la crise sanitaire a entraîné la crise économique alors qu'en Afrique la crise sanitaire occidentale et chinoise exacerbe la crise économique parce que le ralentissement des activités mondiales ont des conséquences économiques dans les pays africaines. En effet, les coûts des matières premières se sont grandement effondrés, ce qui s'est répercuté sur l'économie des pays producteurs de pétrole exacerbant ainsi une situation pré-pandémique déjà critique.

Comme un choc exogène qui montre la fragilité des économies africaines, la crise de la covid-19 a profondément affecté le bien-être des populations sur le continent. Parmi

ses conséquences, on note : la réduction des importations de produits; la diminution de la consommation des produits pétroliers en raison des interdictions de voyager réduisant la demande; les restrictions de voyage et les fermetures de ports ont entraîné une baisse de la demande en minerais; la réduction du tourisme et ses conséquences sur les pays tels que le Kenya, la Tanzanie, l'Afrique du Sud ou encore l'Éthiopie; le transfert du budget des autres secteurs vers les secteurs de la santé; et le retrait des investisseurs (Shahir et Aijaz 2020). Pour faire face à cette situation de crise, les pays africains devront donc concevoir des outils économiques et financiers adaptés à leur situation, tout en évitant le réflexe de reproduction et de mimétisme propre à la gouvernance néocoloniale. Par conséquent, affronter la colonialité économique, qui détermine les échanges Nord-Sud et désole la vie des peuples africains, devient un impératif.

La colonialité économique se réfère à la dépendance économique des pays africains à l'égard des pays industrialisés. Ce lien de prédation contribue à la vulnérabilité économique des états africains face aux chocs exogènes résultant des crises auxquelles sont confrontés les pays industrialisés. Le concept de colonialité économique met en évidence « la dominance de la spécialisation historiquement coloniale dans l'exportation de matières premières, faisant de la géographie économique continentale un prolongement spatial *de facto* des économies industrialisées, un sous-espace taillé pour les besoins des industries étrangères » (Zé Belinga 2020). En fait, « La grande vulnérabilité aux chocs exogènes, illustrée cette fois-ci par les effets de la pandémie de la Covid-19, et les limites d'une croissance extractive forcent à revenir sur la question nodale de l'industrialisation dans le contexte contemporain » (Zé Belinga 2020). Pour affronter la colonialité économique, il faudrait adopter une nouvelle posture intellectuelle et existentielle permettant aux pays de sortir du confinement économique dans lequel ils se trouvent par une remise en cause des raisons et pratiques qui exposent les économies africaines à l'extraction. La crise sanitaire actuelle est ainsi un moment innovateur qui oblige les peuples africains à repenser leur mode d'exister afin de se repositionner diversement dans le monde contemporain. Pour comprendre la quête de sens et les affirmations idéologiques et émancipatoires, non moins dénonciatrices, empreintes de panafricanisme qui sous-tendent la recherche de solutions locales à la pandémie en cours, il faudrait absolument les mettre en lien avec la colonialité de l'aide au développement évoquée inutilement et idéologiquement en ce temps de crise par le président français Emmanuel Macron (Macron 2020), les discours afro-pressimistes et misérabilistes, souvent empreints d'un racisme subtil sur l'Afrique et la recherche d'une souveraineté prisonnière des logiques dictatoriales locales.

Nous soutenons que la crise sanitaire actuelle révèle une autre crise, une véritable pathologie de l'infériorisation et du manque de souveraineté des États africains. La sortie du confinement politico-économique et symbolique dans lequel s'est enfermé et a été enfermé le continent africain depuis son entrée forcée dans la sphère capitaliste par le biais de l'impérialisme occidental est la condition de possibilité de son émergence.

Nous optons pour une approche endogène comme réorientation épistémologique et stratégique pour une gestion saine de la crise actuelle et une réponse à la crise de la souveraineté politique dans un continent en pleine mutation où les modèles néocoloniaux et néolibéraux ont montré leurs limites. À partir de la perception concrète des effets de la pandémie à Covid-19 dans les pays africains et dans le monde entier, et en faisant recours à un principe comparatif et historiographique, nous nous appuyons sur les liens politico-économiques qui existent entre les pays africains et le monde occidental pour nous émanciper de toute lecture dé-historisante et atemporelle de la position singulière du continent africain dans un monde torturé par un micro-organisme intracellulaire, la covid-19, et la domination néolibérale.

Une pathologie de l'irrespect et l'infériorisation du continent noir

L'anthropologue et médecin français Didier Fassin, affirmait à propos de la pandémie du VIH et Sida en Afrique du Sud, qu'une épidémie est un moment de vérité (Fassin 2007, 32), et nous ajoutons un moment de crise. Elle est un moment d'épreuves parce qu'elle inflige aux corps des souffrances et met en crise les certitudes, soulevant ainsi, pour certains, des questions de théodicée auxquelles la biomédecine ne peut répondre (Dossou 2016, 155-162). Elle est un moment de vérité parce qu'elle révèle les tares de la société et les inégalités sociales qui favorisent l'exposition au virus et l'accès à la cure. L'échec du modèle néolibéral apparaît avec une force inégalable; un modèle qui choisit la finance au lieu de la santé et d'autres biens sociaux dont l'instrumentalité est importante pour la vie humaine. La situation actuelle nous rappelle l'austérité des plans d'ajustement structurel, un étrange concentré de solutions et mesures drastiques auxquelles ont été soumis des pays africains, latino-américains et asiatiques vers la fin du 20^e siècle. L'échec des programmes d'ajustement structurel en Afrique a clairement montré que le modèle néolibéral peine à s'affirmer dans un continent où la culture reconnaît le primat de l'être sur l'avoir et donc la valeur de la personne humaine sur les biens matériels. Un tel échec serait une preuve patente de l'immiscibilité du monde symbolique qui sous-tend la raison néolibérale avec l'univers de sens négro-africain. Bien que sous des formes variées et pour d'autres motifs, la pandémie donne l'occasion aux pays occidentaux d'en faire l'expérience aujourd'hui. Le monde se trouve devant l'échec d'un modèle de société essentiellement fondé sur la finance et non sur le progrès humain. _

Comme moment de vérité, la pandémie actuelle a remis en question l'avenir du néolibéralisme, tout comme la pandémie de VIH dans les pays pauvres sous ajustement structurel avait mis en doute la pertinence de la raison néolibérale qui sous-tendait ces plans (Rowden 2009, 4). Avec la crise de la Covid-19, le monde a assisté au retour surprenant du capitalisme d'État parce que les logiques du marché n'ont

proposé aucune solution. L'expansion du binôme production-consommation étendue à l'échelle mondiale est motivée par la recherche du profit maximal, de la rentabilité et de l'extraction de plus en plus intensive des ressources naturelles. L'expansion du marché ne tient guère compte des conséquences écologiques.

Les économistes ont rapidement dépeint et analysé la crise de la Covid-19 comme un choc externe à l'économie mondiale. Cependant, les causes de la pandémie à Covid-19 ne sont pas étrangères à la mondialisation de la chaîne alimentaire qui a favorisé une transformation radicale et rapide des systèmes d'échanges. L'expansion de l'agriculture a favorisé la déforestation endommageant ainsi les mécanismes naturels de protection; ce qui a permis le développement d'agents pathogènes nocifs (comme Covid-19) et leur rapprochement des zones habités. Ces agents sont désormais étroitement présents dans les centres urbains densément peuplés du monde entier. Le néolibéralisme a entraîné la mondialisation et dérégulé les chaînes d'approvisionnement mondiales, et maintenant la mondialisation a permis la production et la propagation rapide d'une pandémie qui menace le système socio-économique qui l'a engendrée. La crise de la Covid-19 ne peut donc pas être considérée comme un simple choc exogène au style néolibéral de production, mais elle est plutôt l'expression normale des crises endémiques attendues (Bonfert 2020).

Comme moment de vérité, la pandémie à Covid-19 met en crise des affirmations curieuses sur la situation de l'Afrique et interroge les biais raciaux et les préjugés sociaux qui président à la formulation des propositions dont la fiabilité est fortement problématique. En arrière-fond de certaines de ces affirmations, se cache un double refus : d'une part le refus d'assumer l'échec d'un système économique et d'un modèle de société désormais désuet et d'autre part le refus d'apprendre d'un continent habitué à affronter de grandes crises sanitaires.

En affirmant qu'une épidémie est un moment de vérité, Didier Fassin montrait que la propagation du VIH en Afrique du Sud avait des effets révélateurs qui rendaient compte d'une vérité sociale profonde. Pour lui, cette épidémie du VIH n'était rien d'autre qu'une incorporation d'une histoire sociale blessée par la ségrégation raciale sustentée par la politique de l'apartheid (Fassin 2003). Loin de vouloir mettre en évidence les déterminants sociaux de la pandémie actuelle, nous voulons plutôt souligner sa dimension révélatrice. Perçue à partir de l'histoire coloniale et du bricolage institutionnel postcolonial, la pandémie à Covid-19 dévoile une véritable pathologie de l'irrespect et de l'infériorisation de tout un continent perçu comme le lieu de concentration du mal-être et une réserve de minerais pour l'industrie occidentale. Pour l'Afrique, la crise de la Covid-19 laisse entrevoir plus une crise de respect et de souveraineté politico-économique qu'une lutte contre un virus. Cependant, point n'est besoin de se lamenter, mais il sied plutôt d'oser un dé-confinement intellectuel et idéologique pour produire et se réinventer.

Alors que l'Europe et l'Amérique du Nord font face à une deuxième et troisième vagues de la pandémie, avec des taux de contagion très élevés menant à la saturation

de leurs systèmes hospitaliers, de nombreux pays africains s'en sortent relativement bien. L'expérience de l'Afrique dans la gestion des épidémies et des maladies infectieuses pourrait justifier la résilience face à la pandémie actuelle (WHO 2021). Cet exceptionnalisme continue d'étonner le monde entier et remet en question les propos misérabilistes et parfois condescendants qui ont dominé l'opinion internationale sur le sort que réservait la pandémie au continent africain. La construction de l'altérité nègre par l'Occident donne à penser dans un contexte où la globalisation de la communication et des moyens de transport a permis une ouverture plus grande entre les différentes régions du monde. L'expérience du continent dans la gestion des épidémies et la jeunesse de sa population semblent y apporter des explications. Seulement, si des vies restent, majoritairement épargnées en Afrique, la situation économique des pays du continent n'est pas réjouissante. En plus du choc exogène que représente la pandémie pour les économies africaines et des effets de la domination de l'économie mondiale par le modèle néolibéral, dans le cas des pays de la zone franc CFA, la colonialité économique et monétaire qui détermine le modèle de développement et l'extraversion économique des pays francophones laisse entrevoir des économies prisonnières de la France et des politiciens qui gèrent la chose publique. En Afrique australe, la Zambie, par exemple, est confrontée à une crise aiguë. En effet, « la Zambie est durement affectée par les conséquences économiques de la crise sanitaire internationale de la Covid-19. Dans un contexte économique déjà fragile, les perspectives de redressement à court terme sont difficiles à entrevoir alors que le pays doit faire face à des enjeux de plus long terme pour poursuivre son développement » (Puloc'h 2020).

Éloge des savoirs endogènes

L'Archevêque métropolitain de Douala, reconnu dans cette ville comme thérapeute, a mis sur pied deux solutions contre la Covid-19 dont l'une préventive et l'autre curative. Le Cameroun n'est pas l'unique pays du continent d'où ont émergé des solutions endogènes reconnues ou non par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). En l'absence d'une réponse africaine, des solutions endogènes moins médiatisées par la presse occidentale et par les organisations internationales ont été mises sur pied dans quelques pays du continent. Valentin Agon, chercheur à l'université d'Abomey-Calavi travaille sur Apivirine, un antiviral et antirétroviral (Banouto 2020). À l'Université de Lomé au Togo, des chercheurs de la Faculté des Sciences ont mis sur pied des immunostimulateurs à base de plantes pour aider l'organisme humain à lutter contre la Covid-19 (Ayi 2020). Une autre solution à base de la plante antimalariale, artemisia, a été développée au laboratoire de professeur Albert Rakoto Ratsimamanga à Antananarivo sous le nom de Covid Organics (Bellissens 2020). Le Sénégal a orienté sa recherche sur le développement de tests Covid-19 à moindre coût (Negede 2020). Le Rwanda,

quant à lui, a misé sur la technologie en déployant des robots dits humanoïdes destinés à prendre la température et le rythme cardiaque des patients pour limiter les contacts humains entre le personnel soignant et les malades (Negede 2020).

Au début de la pandémie en mars 2020, les experts en santé publique annonçaient l'hécatombe en Afrique (Dudouet 2020). Sans doute, le manque d'infrastructures hospitalières adaptées à la gestion des crises sanitaires d'envergure justifiait de telles prédictions. Ces prévisions viennent rappeler à quelles représentations le continent africain est associé dans les imaginaires d'ailleurs. Que le regard externe sur le continent africain soit positif ou négatif, il n'est aucun doute que la gestion de cette crise incombe en premier aux Africains eux-mêmes. Il leur revient donc d'assumer leurs responsabilités, tout en évitant la dépendance inutile. L'exploration des solutions endogènes et des ressources thérapeutiques dont disposent les pays africains, là où elles existent, n'est pas à négliger, comme nous l'enseignent la découverte de l'Archevêque de Douala, la solution malgache et bien d'autres solutions thérapeutiques mises sur pied çà et là en Afrique. En effet, la course au vaccin et le soutien que des initiatives allant dans ce sens reçoivent des gouvernements occidentaux montrent bien que la santé est un espace où l'économie fait injonction pour imposer le diktat du capitalisme triomphant à ceux qui restent à la traîne. Au-delà de sa valeur thérapeutique, valoriser les solutions endogènes et affirmer la particularité de sa rationalité est à la fois un acte politique et de souveraineté.

Résurgence des revendications panafricanistes et mutualisation des forces

Il n'est aucun doute que le panafricanisme économique et symbolique ait fortement marqué les discours produits autour des solutions à la crise sanitaire en cours. Car, c'est en mettant sur pied un faisceau d'activités menées suivant un principe endogène porté par le souci de décolonialité, à partir des réseaux régionaux et continentaux, que le continent africain pourrait s'émanciper des diktats politico-économiques des anciennes puissances coloniales et s'affranchir des cartels économiques qui régissent le monde. Il en ressort donc que l'Afrique doit cesser d'être une simple productrice de matières premières permettant de financer les économies des pays industrialisés. Il faut sortir du grand modèle colonial qui confine l'Afrique à un ensemble d'entités productrices des matières premières pour autrui. Il faudrait aller au-delà de ce modèle pour accueillir la proposition historique de l'Union Africaine, la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (ZLECAF), pouvant favoriser une circulation intra-africaine (Union Africaine 2018).

Paradoxalement, une lecture critique de la relation qui existe entre les pays africains et les métropoles d'hier invite à l'adoption d'une autre posture épistémologique, une véritable attitude de subversion intellectuelle par laquelle se dévoile la colonialité économique qui justifie la condescendance implicite ou explicite des États anciennement

coloniaux à l'égard des pays africains. L'adoption d'une telle posture critique montrera en fait que l'Afrique est la plus grande subvention d'aide au monde capitaliste. Cette relation expliquerait, au moins en partie, le retard économique des pays africains, car « le sous-développement des pays du sud, de l'Afrique en particulier, doit être compris comme la conséquence logique du déploiement du capitalisme à l'échelle mondiale » (Demba 2015, 42). Une lecture lucide de la colonialité économique révèle assez clairement que l'Afrique aide l'Europe et non le contraire. Durant la période 1980-2014, les pays de la zone franc ont effectué des paiements nets de revenus de l'ordre de 103 000 milliards de francs CFA (soit 212 milliards de dollars), soit 3029 milliards de FCFA par an (soit 6,2 milliards de dollars par an). Pour se figurer à quel point ces chiffres sont scandaleux, il faut mettre en relief le fait que l'Inde a transféré exactement le même montant durant la période indiquée. Or, le PIB de l'Inde pèse onze fois plus que celui de toute la zone franc. Des pays comme la Guinée équatoriale et le Congo qui sont des nains économiques ont effectué sur la même période des paiements nets de revenus supérieurs à un pays comme la Corée du Sud, soit 35 milliards de dollars en moins (Kako 2016, 170).

Les principes qui sous-tendent la rationalité néocoloniale visent non seulement à masquer la vérité sur l'histoire économique entre l'ancien maître et le sujet d'hier, mais aussi à la maintenir par des mécanismes subtils de prédation qui nourrissent l'ancienne métropole. La logique de l'aide permet justement de masquer l'incorporation de cette relation biaisée par des peuples innocents et réifiés en proposant perversement une clé de lecture autre. Hier, à l'époque de la traite négrière, l'Afrique noire a fait une subvention en termes d'êtres humains. Aujourd'hui, personne ne peut dire quelle est la quantité d'uranium, d'or, de diamant et de cobalt qui sort d'Afrique vers occident et la Chine. Quand on met ensemble, les flux financiers illicites, l'évasion fiscale, la gestion prédatrice des ressources naturelles et stratégiques, parler d'aide est un non-sens. Le cas particulier des pays de la zone franc montre la nécessité de « passer de la décolonisation économique latérale et passive à une décolonisation verticale et active, laquelle suppose le refus d'être une néocolonie ainsi que la volonté de déterminer soi-même son agenda et d'avoir la mainmise sur ses institutions économiques » (Kako 2016, 171). C'est davantage l'économie en régime de prédation qui est problématique, plus que la dette. L'Afrique devrait arrêter cette subvention indue parce qu'elle ralentit le progrès économique des pays du continent et inflige des coûts en termes de désordres écologiques que le monde n'apprécie que maintenant. On voit bien que la Covid-19 a une dimension décoloniale et révélatrice de par les questions et attitudes qu'elle suscite en Afrique et de par la mise à nu des limites de la pensée néolibérale et nécropolitique. Pour des questions sanitaires qui touchent à la vie humaine, l'économie néolibérale peine à trouver des réponses dans des pays dotés d'un arsenal médical de haut niveau. Il n'est donc pas surprenant que les pays avancés peinent à juguler cette crise.

Face à la pandémie à Covid-19 qui est à la fois une épreuve de dignité (Jaffré, Hane et Kane 2020) et cache une crise de souveraineté, l'Afrique doit se réinventer afin d'affirmer sa liberté intellectuelle et sa capacité à innover sans lesquelles la souveraineté politique qui, de iure, lui est due sera un leurre. Alors que la plupart d'entre eux disposent des ressources matérielles et humaines pour bâtir une prospérité économique, l'état dans lequel se trouvent les pays africains est simplement inacceptable. Pour s'en sortir, l'Afrique a besoin de fédérer ses énergies pour avancer. Une certaine forme de panafricanisme, sous-tendue par le renforcement des synergies régionales, devrait retrouver sa place partout en Afrique, ce qui permettrait de trouver une alternative crédible à la dépendance économique et politique de ses États. Or, la pandémie du coronavirus montre tristement l'insuffisance de la réponse africaine (Mamba et Victoria 2020).

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) joue un rôle important dans la coordination de la lutte contre les épidémies. Pour ce qui est de la lutte contre le covid-19, l'OMS coordonne des actions de recherche, d'innovation, de surveillance et d'intervention sur le sol africain (WHO 2021). Cette organisation onusienne soutient aussi bien techniquement, matériellement que financièrement les 47 États membres de la zone Afrique. Entre autres actions menées par l'OMS, nous pouvons citer le lancement de 2 processus mondiaux d'assurance qualité externe, avec 227 laboratoires participants des 47 pays de l'OMS Afrique ; la mise sur pied de plus de 790 laboratoires capables de pratiquer des tests de dépistage covid-19 ; un réseau de laboratoires de séquençage du génome du coronavirus, responsable de la covid-19 (ce réseau comprend 03 laboratoires spécialisés en Afrique du Sud et au Nigeria et 09 laboratoires régionaux couvrant les besoins de tous les États membres de la région africaine) ; des formations à distance et en présentiel sur les soins cliniques pour les patients atteints de la covid-19 au profit de 12 000 médecins et 44 000 infirmiers dans les 47 pays ; l'augmentation du nombre d'usine de production d'oxygène de 68 à 101 et du nombre de concentrateurs d'oxygène de 2600 à 5100 dans la région ; la mise sur pied d'un groupe de travail africain (AFTCOR) multipartite sur la préparation et la livraison du vaccin contre la covid-19, chargé de coordonner les initiatives régionales dans ce domaine (WHO 2021). Seulement, une action menée sous l'égide de l'OMS contre la covid-19 ne peut que privilégier les outils de la médecine conventionnelle au détriment de ceux de la médecine traditionnelle, qui, pourtant joue un rôle important dans la lutte contre cette pandémie, mais dont l'efficacité semble être méconnue à cause du manque de synergie entre pays du continent sur la question. Plus que jamais, le continent Africain est placé devant la nécessité d'une gestion concertée et intégrée des domaines relatifs à la santé publique, à la recherche fondamentale dans toutes les disciplines scientifiques et aux politiques sociales. Les changements structurels qu'impose la crise de la Covid-19 présentent une fenêtre d'opportunités qui force le continent africain à se réinventer, à développer une identité commune et à devenir plus actif pour cesser de tendre la main à autrui. Il est temps de bousculer les lignes préétablies et déplacer les bornes néocoloniales pour repenser la coopération Nord-Sud et créer des blocs régionaux plus solides.

Pour s'émanciper il faudrait sortir des logiques nécropolitiques

La génération d'Africains formée à l'école de la reproduction des paradigmes coloniaux n'a pas posé les bases de l'émancipation politique et intellectuelle de leurs pays respectifs, trahissant ainsi le vœu des pères des indépendances au profit d'une souveraineté de façade. Des gouvernements et des chefs d'État se sont succédés dans de nombreux pays africains, et malgré l'appel à une démocratisation réelle par le peuple, ils continuent de promouvoir un programme qui privilégie la mort à la vie, les intérêts étrangers à l'entrepreneuriat local, le capital aux besoins humains, l'avidité à la compassion, l'exploitation oppressive des masses à la justice sociale, la paix à la violence.

Près de la moitié de la population africaine vit en dessous du seuil de pauvreté avec un revenu inférieur à 1,25 dollar par jour. Par manque de revenus ou sans l'assistance des services publics, cette population n'est pas capable de satisfaire ses besoins en nourriture, eau potable, services d'hygiène, logements, assistance sanitaire, instruction de base, transport, l'énergie électrique et connexion internet (Sachs 2015). Cette situation résulte de l'égoïsme des gouvernants dont le seul but est de se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible. Les allures dictatoriales de certains gouvernants freinent l'avancée du processus démocratique. Il en résulte des conflits sociopolitiques voire aux armés qui détruisent tout lien social autre que celui de l'inimitié (Mbembé 2018, 60).

Dans les logiques du gouvernement par la terreur ont plus pour fin de réprimer et de discipliner que de tuer soit en masse, soit à petites doses. Ici, la guerre n'oppose plus nécessairement des armées à d'autres ou des États souverains à d'autres. Les acteurs de la guerre sont nombreux : des États proprement constitués, des formations armées agissant ou non derrière le masque de l'État, des armées sans État mais contrôlant des territoires bien distincts, des États sans armées, des corporations ou compagnies concessionnaires chargées de l'extraction de ressources naturelles mais qui en outre se sont arrogés le droit de guerre (Mbembé 2018). Terreur et atrocités sont justifiées par la volonté d'éradiquer la corruption dont seraient coupables les tyrannies existantes. Plus de 60 ans après les indépendances, ces gouvernants n'ont toujours pas doté leurs États de structures sanitaires capables de répondre aux besoins de leurs populations. On constate non seulement le manque criard de structures de santé mais aussi d'équipements, parfois de matériels de premières nécessités pour les soins. Plutôt que de donner la vie et de la sauver, certaines de ces structures sont de véritables mouiroirs où l'on côtoie la mort au quotidien. À ce manque d'équipements, on pourrait associer le manque de professionnels de santé. Ne disposant pas de moyens pour financer leurs études en médecine, certains jeunes sont obligés de renoncer à cette vocation. Au même moment, d'autres sont admis dans ces écoles de formation par le truchement de leurs familiers parce que bénéficiant des privilèges de l'appareil politique en place. De pareilles inégalités promeuvent la médiocrité au détriment de la méritocratie. Rien d'étonnant que des jeunes frustrés par

ce genre de pratiques optent, désespérément, pour la traversée du désert du Sahara et de la méditerranée, à la recherche de meilleures conditions de vie. D'où les grands flux migratoires de l'Afrique vers l'Europe et d'autres cieux avec ce que cela implique en termes de fuite de cerveaux d'Afrique. Le continent se voit ainsi vidé de sa force de travail au profit d'autres continents. Ceux qui ne réussissent pas à s'en aller continuent de subir les affres de leurs gouvernants qui les exposent, chaque jour, à la mort.

L'État postcolonial est géré « par des acteurs qui peuvent tout se permettre dans la mesure où ils appartiennent à un système hégémonique qui choisit ses alliés afin de leur attribuer une place privilégiée dans le réseau de distribution où se partagent les dépouilles de l'État » (Ela 1998, 246). S'il est vrai que les systèmes politiques actuels n'ont pas été créés par les Africains, il est tout aussi vrai que les leaders postcoloniaux en ont tiré profit pour asseoir leur domination sur leurs peuples respectifs. L'indépendance politique était censée inaugurer une ère de liberté et de prospérité pour des peuples longtemps courbés et meurtris. Elle a été plutôt répétitrice d'un cycle de barbarie, de guerres et de conflits entretenus et voulus par un système politique de bricolage et de banalité (Mbembé 2000, 78). Aussi a-t-elle inspiré un imaginaire dévastateur et dégradant. Ainsi, « L'éché de l'État à s'imposer définitivement (ainsi qu'il le prétendait d'ailleurs) comme vecteur d'accumulation est devenu manifeste... Le discours qui avait pris au sérieux l'imaginaire du 'développement'—duquel les dominants postcoloniaux entendaient tirer une partie de leur légitimité—a été obligé de se réarticuler » (Mbembé 1990). C'est dans ce cadre marqué par un esprit de servitude volontaire que l'OMS mène ses activités sur le continent africain. Selon la Charte des Nations Unies, cet organisme a pour mission de conseiller les gouvernants dans leurs efforts de protection et de promotion de la santé des populations dont ils ont la charge. Pour comprendre les politiques de santé en Afrique, il sied de les analyser à partir des logiques intra-nationales qui déterminent la gestion de la chose publique. Cependant, l'on ne saurait se limiter à une lecture intra-nationale car les relations entre États dans le contexte global actuel s'organisent autour des logiques d'échanges et de domination propres à la raison néocoloniale et néolibérale. Sans forcer un quelconque lien, on serait en passe d'affirmer que les logiques intra-nationales sont soumises, elles aussi, à la dictature des forces néolibérales et néocoloniales. C'est dans ce contexte que l'OMS joue son rôle auprès des pays africains. Il n'est donc pas surprenant, que plus de soixante ans après les indépendances, l'Afrique demeure le continent où les indicateurs de santé en termes d'accès aux soins sont les moins bons. Les inégalités de départ subsistent parce que les problèmes de fond n'ont jamais été traités.

Parmi ces problèmes, on note le manque de consensus pouvant garantir la stabilité des États, le faible développement de la recherche et l'incapacité des pays africains à affronter les problèmes de leurs populations respectives. Comment expliquer que plus de soixante ans après les indépendances des pays africains, certains hauts dignitaires continuent à être évacués dans les pays européens, nord-américains ou asiatiques pour des soins médicaux à cause de la faiblesse des plateaux techniques des hôpitaux publics et

du manque de professionnels de santé? Tout en entretenant les logiques de dépendance, cette pratique est simplement inacceptable étant donné que la même opportunité n'est pas offerte à tous les citoyens. Pour soigner une seule personne, les États africains dépensent des sommes faramineuses qui auraient pu être utilisées pour améliorer les plateaux techniques des hôpitaux publics. Tout se passe comme si les dirigeants africains gagnent à maintenir leurs pays respectifs dans un état de dépendance perpétuel.

La dépendance des pays africains à l'égard des autres est mise en évidence en ce temps de pandémie. Une analyse critique des systèmes de santé et de gestion des crises sanitaires montre que tout au long de la période postcoloniale, les dirigeants africains se sont contentés de la coopération bilatérale et multilatérale et de la couverture internationale, par le canal de l'OMS, pour soigner leurs populations respectives au détriment de la médecine traditionnelle qui est le reflet de leur identité, embrassant ainsi à bras-le-corps les canons de la médecine occidentale. Cette extraversion symbolique du continent est l'un des plus grands signes de sa fragilité. Regardons la réalité en face, l'aide au développement n'a pas réellement prouvé son efficacité par le passé. Il est peu probable que cette crise y change quoi que ce soit si les États africains ne se décident pas à faire autrement. Les acteurs de l'aide sont coutumiers des « programmes d'urgence », des solutions verticales qui fragilisent souvent le système de santé et d'autres méthodes miracles. Mais, faute de prise en compte et d'implication des parties prenantes et de l'acceptation des logiques endogènes, ces projets échouent, comme en atteste la situation des systèmes sanitaires africains, soutenus ou carrément mis à mal à coups de plans d'ajustement structurel et de plans de développement sanitaire depuis les années 1980 (Mamba et Victoria 2020).

Les vrais enjeux de la pandémie pour l'Afrique

Pour se réinventer, le continent africain devrait absolument reconstruire son « infrastructure psychique » (Mbembé 2016) et assumer les logiques endogènes. En fait, « Ce dont il faut sortir, c'est d'une certaine conscience victimaire, de la quête viscérale de boucs émissaires. Ce qui ne signifie pas une chute dans une sorte d'amnésie historique, mais au contraire une prise de responsabilités, un vif réveil à cette réalité toute simple : notre sort se trouve entre nos mains. Ce qui implique de sortir du glacié colonial et de remettre en question tout ce qui prétend à l'intangibilité, qu'il s'agisse des frontières, de la gérontocratie, du patriarcat ou de la pensée magique » (Mbembé 2016). La médecine traditionnelle fait partie du patrimoine des sociétés africaines. Avant l'arrivée des occidentaux, les populations de ce continent se soignaient à l'aide des substances provenant de la nature (feuilles, racines, écorces, graines...) et des éléments de l'univers symbolique qui est le leur (la divination, l'invocation des êtres surnaturels, les rituels de guérison, le recours aux entités surnaturelles). La marginalisation des savoirs endogènes,

en particulier la médecine traditionnelle, par l'administration coloniale et les églises chrétiennes a permis l'émergence de la médecine occidentale. La diabolisation de la médecine traditionnelle et l'infériorisation des savoirs endogènes ont permis la mise sur pied d'un système de santé bâti autour de la rationalité biomédicale et des logiques capitalistes propres à l'Occident. Formés à l'école des schèmes de pensée occidentaux et préparés à reproduire les logiques d'autrui, les gouvernants postcoloniaux n'ont pas pris le temps de s'approprier cette médecine imposée par l'Occident. Ceux-ci se sont contentés de reproduire les logiques coloniales, maintenant ainsi des liens de dépendance avec les faiseurs de sens de l'État colonial. Cette dépendance s'exprime aujourd'hui sous la forme de coopérations bilatérales avec pour conséquence une reproduction aveugle des solutions et stratégies d'intervention et de prévention utilisées par les autres dans leur contexte. Soixante ans après les indépendances des États dits souverains, le principe de reproduction, une posture symbolique et intellectuelle honteuse et portée par la logique d'extraversion, sous-tend non seulement les processus décisionnels mais aussi le mode de gouverner des pays africains. À quand la fin du mimétisme de l'Occident, une sorte de mentalité de reproduction propre au colonisé inféodé aux solutions proposées par le maître? Cette posture mentale et symbolique n'est nullement celle des jeunes générations d'Africains dont l'univers de sens est loin d'être celui de leurs grands-parents et de leurs parents. Le complexe du colonisé qui génère l'inertie et tétanise toute tentative d'émancipation symbolique des générations qui ont connu la colonisation est loin d'affecter les combats que mènent les jeunes générations d'Africains. Malheureusement, la chose publique est gérée par des gérontocrates ou leurs successeurs qui fonctionnent suivant la logique de reproduction. Dans certains pays africains, les mesures prises pour faire face à la pandémie de coronavirus n'ont pas échappé à ce principe. La reproduction est un autre nom de l'inertie-dépendance ou l'expression du soumis qui s'en tient à tout ce qui sort de la bouche de son maître.

La médecine traditionnelle africaine a tout et ne demande qu'à être développée d'un point de vue scientifique. L'innovation thérapeutique reconnue à Monseigneur Kléda, l'Archevêque métropolitain de Douala, et sa posture humanitaire portée par la charité chrétienne invitent à prendre au sérieux les savoirs endogènes et à réinventer l'État afin de panser les blessures infligées au corps social par les structures injustes qui empêchent aux populations africaines d'avoir accès aux soins de qualité. Sur le plan symbolique et idéologique, l'action entreprise par l'Archevêque de Douala invite tout le continent noir à se positionner clairement, se positionner autrement, au sortir de cette crise sanitaire mondiale pour prôner justement l'adoption d'une nouvelle configuration de son système de santé et pour accorder aux logiques d'en bas la place qui leur revient. Il faudrait tenir compte aussi bien de la médecine moderne que de la médecine traditionnelle africaine, afin qu'en assumant les propositions venues d'ailleurs, que l'Afrique offre au monde le fruit de son génie propre. Ce qui permettrait une véritable restructuration du système de santé. Ainsi, les populations africaines pourront accéder aux soins de qualité à base des

produits locaux et étrangers afin de sortir de la précarité symbolique et sanitaire. C'est à partir de cette posture hybride que l'Afrique sera crédible et respectée.

Ce qui est mis en jeu dans cette crise pour le continent africain, ce n'est pas que la découverte d'un médicament ou d'un vaccin, mais plus profondément une invitation à une reprise de soi et un appel à s'émanciper pour protéger sa dignité. Il ne suffit donc pas de juguler une autre crise de santé publique et faire face à ses conséquences économiques, mais beaucoup plus d'adopter une attitude proactive permettant d'affronter toute crise qui viendrait bousculer, comme le fait la pandémie de Covid-19, l'ordre du monde et interroger les fondements de l'être-ensemble. Il faudrait donc repenser la santé comme un bien public essentiel et percevoir la crise actuelle comme une opportunité afin d'interroger les politiques publiques pour mieux protéger les populations. Plus que jamais, les gouvernements africains sont placés devant la nécessité d'une gestion concertée et intégrée des domaines relatifs à la santé publique, à la recherche fondamentale dans toutes les disciplines scientifiques et aux politiques sociales.

La recherche d'une vraie souveraineté politique et intellectuelle

Tout en lui reconnaissant son apport considérable dans l'évolution du monde, notamment la science dans son stade de développement actuel (Weber 2017, 49), il faut avouer les limites de l'Europe : « faudra-t-il reconnaître que l'Europe, qui a tant donné au monde et qui a tant pris en retour, et souvent par la force et par la ruse, n'est plus le centre de gravité de celui-ci. Il ne s'agit plus d'aller chercher là-bas les solutions aux questions qu'ici nous pose. Elle n'est plus la pharmacie du monde » (Mbembé 2018, 202-203). Ce constat pourrait être une opportunité pour le continent africain de s'émanciper du paradigme néocolonial.

En effet, les prédictions de l'OMS, annonçant le chaos de l'Afrique avec la crise de la covid-19 n'ont pas tenu la promesse des fleurs. Au contraire, le continent africain, un an après la survenue de la pandémie affiche le nombre le moins important de morts liés à la crise. Au mois de février 2021, l'Afrique compte plus de 3 millions de cas ; 79 000 décès, soit 3,5% du total mondial (WHO 2021). Cette performance peut être justifiée par la jeunesse de la population dont l'âge médian estimé à 18,7 ans est un atout dans la lutte contre la maladie. À côté de la jeunesse, l'expérience de l'Afrique dans la gestion des maladies ou pathologies telles que le paludisme, la tuberculose, le VIH, la méningite, la poliomyélite ou encore Ébola peut expliquer le ralentissement de la propagation de la maladie et la diminution du risque de décès (Wayak-Pambè et al. 2020). La pharmacopée traditionnelle, comme nous l'avons déjà souligné plus haut, a joué un rôle important dans cette performance. En faisant ainsi recours aux savoirs endogènes, l'Afrique est en train de bien tirer son épingle du jeu. Mieux encore, la crise planétaire en cours a mis en évidence la forte résilience d'un continent sur lequel des

regards de condescendance étaient jetés. N'est-ce pas là une opportunité à saisir par les Africains pour changer définitivement les discours pessimistes que les autres ont toujours tenus à leur endroit ? Ce combat est mené par certains intellectuels africains, au rang desquels Jean Marc Ela. Pour le sociologue camerounais, il faut procéder à un réajustement de paradigmes, à une restructuration du champ des savoirs et à une révision des concepts, de grilles, de méthodes d'analyse et de systèmes de référence, bref à une remise en cause des discours traditionnels sur l'Afrique (Ela 1998, 13). La matérialisation d'un tel changement de paradigmes se ferait par la multiplication des lieux de partage d'expériences et de création et transmission des savoirs dans les unités d'enseignement et de recherche des institutions universitaires ou à travers les activités des instituts d'études africaines. Une initiative pareille mettrait l'accent sur des études de l'Afrique par les Africains (Ela 1994, 86-94). Point n'est besoin d'insister sur la nécessité d'adapter les programmes d'enseignement et de formation aux besoins réels des populations à partir de l'acquisition des savoirs préexistants et des nouvelles connaissances. En plus, « l'enseignement technique doit être un support pour former les techniciens, en rapport avec les préoccupations de développement à l'échelle locale » (Amadou 2016, 204-205). Un tel pragmatisme permettrait d'affronter les défis de l'urbanisation et de démocratie en vue du développement du continent. En plus, une industrialisation à petite échelle serait bénéfique aux pays africains. Par industrialisation à petite échelle, nous entendons des réseaux de coopération et d'articulation de l'économique et du social, du caractère local du développement et du rôle des facteurs institutionnels, de la diversité des voies de développement, du rejet de la production de masse au profit d'une spécialisation souple, du rôle de la variable spatiale ou territoriale dans les processus de développement, du problème de la force du travail et de sa place au sein du processus de production (Amadou 2016, 201). Une telle stratégie permettrait des échanges entre divers secteurs d'activités. Ces interactions seraient porteuses d'un développement intégral durable.

La démocratie comme précondition du développement, ne devrait pas se limiter à la sphère politique, c'est-à-dire à la tenue des élections et au multipartisme, mais elle devrait intégrer la bonne gouvernance dans l'espace de vie que sont les territoires où se mobilisent les acteurs locaux du développement (Amadou 2016, 203-204). À côté de ces défis d'urbanisation et de démocratie à relever se trouve le défi de la monnaie auquel l'Afrique doit faire face. Compte tenu de la servitude dans laquelle le CFA maintient certains États africains, il serait important qu'ils s'affranchissent des mécanismes de ladite monnaie au profit d'une monnaie commune africaine, garant du développement économique du continent. En plus de cette monnaie, pourraient être créées celles nationales et des banques centrales au service des peuples et non des marchés financiers (Kako 2016, 218-224). Ce qui permettrait : « de s'émanciper de la dépendance envers les stratégies des multinationales et envers les critères d'investissement et de financement dictés par les marchés financiers » (Kako 2016, 228).

Les Africains sont appelés à prendre leur destin en main en refusant le diktat extérieur sous ses formes idéologiques, politiques et économiques. En réalité, l'Afrique regorge d'un potentiel tant humain que matériel pouvant lui permettre de se frayer un passage vers sa souveraineté. Cet énorme potentiel de créativité et de ressources est capable de renverser la vapeur. Il incombe aux Africains de recourir à leur intelligence et de faire bloc dans la lutte pour la promotion de leur continent. Une telle initiative exige que soient repensés les liens d'avec les puissances coloniales dont la présence des serviteurs locaux, encore appelés « Marionnettistes de l'Occident » (Djéréké 2020, 33-37) ou « faux frères » (Djéréké 2020, 21) et des multinationales dans le continent noir profite plus aux puissances étrangères qu'aux Africains : « Il revient aux peuples africains, et uniquement à eux, de faire disparaître la Françafrique dont les trois piliers sont le franc CFA, les bases militaires françaises et les accords de coopération qui bénéficient plus à la France qu'aux pays africains » (Djéréké 2020, 21). La création des institutions communautaires africaines véritablement indépendantes des organisations onusiennes (OMS, UNICEF, UNESCO, HCR...) comme le préconisait Mohammad Kadhafi serait une voie de libération pour un continent pris dans l'étau d'une coopération multilatérale parfois avilissante. Car, en vérité : « si les Africains veulent se mettre debout et marcher, il leur faudra tôt ou tard regarder ailleurs qu'en Europe. Celle-ci n'est sans doute pas un monde qui s'effondre. Mais lasse, elle représente désormais le monde de la vie déclinante et des couchers de soleil empourprés. Ici, l'esprit s'est affadi, rongé par les formes extrêmes du pessimisme, du nihilisme et de la frivolité » (Mbembé 2013, 243). Seulement, cette indépendance devrait se faire sans fermeture sur soi, car à l'ère de la globalisation, il serait peu recommandable de faire route-seul, mais plutôt de cheminer avec les autres, tout en apportant du soi. C'est ce que prône Achille Mbembé pour qui « la démocratisation de l'Afrique est d'abord une question africaine, certes. Elle passe, bien sûr, par la constitution de forces sociales capables de la faire naître, de la porter et de la défendre. Mais elle est également une affaire internationale » (Mbembé 2013, 28). Il est donc peut-être venu pour l'Afrique, le temps de promouvoir les savoirs endogènes, encadrer son « intelligentsia » et encourager les initiatives endogènes, en évitant de se fermer au reste du monde, plutôt à s'ouvrir à celui-ci, tout en gardant sa marque. La lutte pour l'indépendance politique et économique devra être le point d'ancrage de cette posture épistémologique.

Œuvrer pour l'acquisition d'une vraie souveraineté économique

Le fondamentalisme du marché libre a érodé les droits des travailleurs et la sécurité économique, déclenché une course à la déréglementation vers le bas et une concurrence fiscale ruineuse et permis l'émergence de nouveaux monopoles mondiaux massifs. Avec la crise de covid-19, l'économie mondiale est en crise (Strauss-Kahn 2020). Celle de l'Afrique n'est pas épargnée. En effet, les mesures d'endiguement prises par les gouvernements

africains dans la lutte contre la pandémie ont eu des effets immédiats sur leurs économies (UNESCO 2020). Deux sortes d'arguments permettent d'expliquer ces effets. D'une part, il y a des arguments basés sur les chocs internationaux. Et d'autre part, on trouve des arguments fondés sur les chocs nationaux (Zebaze et al. 2020). Les chocs internationaux ont pour conséquences la chute de coût du pétrole et des matières premières ainsi que la réduction des entrées dues aux flux touristiques et aux investissements directs étrangers (Zebaze et al. 2020). Les chocs nationaux, quant à eux, ont pour conséquence la faible participation au marché du travail, une faible productivité, la réduction des revenus des ménages et le report ou l'annulation de certains investissements (Zebaze et al. 2020). Ces chocs vont entraîner la chute de la croissance économique et le recul du produit intérieur brut (PIB) (Seibt 2021). Cet état des choses révèle non seulement l'impact de la covid-19 sur les économies africaines, mais aussi leurs faiblesses.

Loin d'être monolithique, la réalité africaine est plurielle à plusieurs points de vue. Cette pluralité ne nous empêche pas de reconnaître que les économies des pays de ce continent dépendent essentiellement de l'exportation de leurs matières premières et de leurs minerais (Dabalén et Paci 2020). Cette dépendance à l'égard du marché international, qui a sagement été construite au fil du temps, constitue un frein pour le continent dans sa marche vers le développement. Trois événements ont profondément affecté les conditions matérielles de production de la vie et de la culture en Afrique subsaharienne. En premier lieu, le durcissement de la contrainte monétaire et ses effets de revivification des imaginaires du lointain et des pratiques historiques de la longue distance. En deuxième lieu, la concomitance de la démocratie, de l'informatisation de l'économie et des structures étatiques. En troisième lieu, la diffraction de la société et de l'état de guerre. Dans leur simultanéité, ces événements constituent le cadre d'émergence d'imaginaires du politique qui accordent une place prépondérante aux luttes pour ou contre le pouvoir, affrontements belliqueux ayant pour finalité la triple prise sur les ressources, sur les corps et en définitive sur la vie (Mbembé 2013, 173-174).

En réalité, la faiblesse de l'économie africaine est liée aux activités d'extraction, de prédation et de ponction que les puissances coloniales y mènent. Ces activités maintiennent certains pays du continent sous une domination qui réduit la marge de manœuvre de leurs gouvernements face aux difficultés telle que la pandémie en cours. Au moment où les gouvernements des pays développés se permettent d'avancer des liquidités et d'exonérer les firmes et les particuliers des obligations fiscales ou de les reporter, ceux des pays africains au sud du Sahara, ployant sous le poids de la dette publique et des déficits budgétaires sont restreints dans leurs marges de manœuvre (Elliot 2020). La sortie de crise requiert une grande capacité d'inventivité. Des solutions dont les limites sont bien connues telles que les politiques d'austérité, les mesures fondées sur le reshoring (Defraigne 2020).¹

1 The terme renvoie au rapatriement des activités de production délocalisées ou sous-traitées à l'étranger ou encore aux logiques protectionnistes sont à rejeter au profit de celles dont la finalité est de valoriser et de développer des forces et solutions endogènes.

Le recours aux politiques d'austérité (avec l'inflation qui nécessite le contrôle par l'État de la monnaie nationale; monnaie dont ne disposent pas tous les États) ne saurait être recommandé ici, car ces politiques pourraient causer des troubles sociopolitiques, la baisse de la recherche et la fuite des cerveaux ; conséquences qui plongeraient davantage les économies des pays africains (Defraigne 2020). Il faudrait ajouter que ces politiques, par le passé n'ont pas aidé les économies africaines à sortir du gouffre. Au contraire elles les y ont maintenues, quand elles ne les ont pas enfoncées davantage. Loin de sortir l'Afrique de la crise économique, les politiques d'austérité aggravent les conditions de pauvreté de ses pays et les enfoncent dans un scénario où « la sortie de crise » est toujours renvoyée aux calendes grecques (Ela 1998, 14). Les programmes d'Ajustement Structurel des années 1980 et 1990 n'ont pas permis de modifier, en faveur des pays africains, la structure de la spécialisation internationale de leurs économies. Ils ont largement contribué à la mise en place de nouvelles configurations de l'économie qui ne suffisent plus à décrire et à expliquer ni les vieux schémas structuralistes « centre-périphérie », ni les théories de la dépendance, encore moins celles de la marginalisation (Mbembé 2013, 180).

Si le recours aux politiques d'austérité est peu recommandable aux économies africaines comme possible voie de sortie de crise de la covid-19, le recours au protectionnisme et au reshoring ne l'est pas non plus. Recourir aux politiques de protectionnisme et de reshoring dans lesquelles il y aurait une grande intervention de l'État en matière de politique commerciale et industrielle, avec une forte option pour des discriminations positives en faveur des firmes nationales dans l'attribution des marchés publics serait également peu recommandable parce que ces politiques n'ont pas fait leurs preuves depuis 1945 dans les pays développés et depuis les années 1970 dans les pays émergents (Defraigne 2020).

Face aux limites de ces politiques, l'Afrique ne devrait-elle pas chercher des solutions de la crise à partir du contexte qui lui est propre, comme le recommandait Jean Marc Ela ? Pour le sociologue, il faut refuser de penser l'avenir de l'Afrique à partir du passé des autres dont les modèles de développement à prétentions universalistes ont créé des conditions d'entretien d'une économie et d'une culture de la pauvreté dans le continent africain. Il sied donc de réfléchir sur une nouvelle manière d'articuler les rapports entre l'économie, la société et les cultures. Plutôt que d'intérioriser l'esprit occidental, l'Afrique est appelée à redécouvrir les chemins d'inventivité en explorant le champ des possibles qui lui est propre (Ela 1998, 73-74). Cette démarche serait plus efficace si l'Afrique, tout en s'ouvrant au reste du monde, concevait son développement à partir de la réalité qui lui est propre. C'est d'ailleurs ce que propose l'une des organisations onusiennes. En fait, « au niveau régional, l'UNESCO encourage le partage d'expériences, celui des meilleures pratiques et la promotion des approches endogènes de développement » (UNESCO 2020). Cette proposition pourrait alors déboucher sur une régionalisation de la production comme le font déjà l'Union Européenne, l'Amérique du Nord, l'Amérique

du Centre et l'Asie Orientale (Defraigne 2020). Ainsi, l'opportunité est donnée aux économies africaines de revoir leurs politiques de production et de consommation. Il conviendrait alors de promouvoir la production et la consommation locale en réduisant les exportations (Fakaba 2020). L'exemple de l'Égypte pourrait bien être un stimulant pour les autres économies du continent. Car, « On y apprend, ainsi, que l'Égypte est l'une des économies du continent qui a le mieux résisté malgré l'effondrement du tourisme. Le pays se paie même le luxe d'être l'un des rares à avoir enregistré une croissance positive en 2020 (+3,5 %), grâce à la solidité de son marché intérieur et à la réponse forte des autorités sur le plan budgétaire et monétaire » (Seibt 2021).

Conclusion

De même qu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale le constat de la fragilité des métropoles avait suscité le désir d'émancipation des peuples africains du joug colonial, de même la crise sanitaire actuelle pourrait pousser les États africains à poser les jalons de la reconquête de leur dignité et de leur souveraineté. En arrière-fond de la crise que vit le monde actuellement, l'on peut percevoir l'émergence de l'inventivité africaine voilée par des siècles de brimades et d'inertie durant lesquels tout un continent s'est contenté de recevoir et de se recevoir d'autrui. L'effet révélateur de la crise actuelle ne met pas qu'à nu les tares d'un système mondial oppressif mais aussi la capacité d'un continent à se mobiliser pour se prendre en charge sans nécessairement avoir besoin de la caution d'autrui.

Révlant les limites du paradigme néocolonial, porté par le capitalisme, la crise de la covid-19 se présente comme une opportunité à saisir par les pays africains pour s'émanciper du diktat politico-économique de l'Occident. En effet, au moment où l'Europe et l'Amérique du Nord peinent à maîtriser la covid-19, l'Afrique, malgré la circulation de divers variants du virus dans ses territoires, démontre sa forte capacité résiliente face à la maladie. Cette résilience est le tribut de sa longue et grande expérience des épidémies dont la lutte a, majoritairement, été soutenue par les forces endogènes. Ces dernières ont fait leurs preuves dans le passé et la pandémie actuelle leur permet de prouver une fois de plus leur efficacité. À partir de ce moment, y a-t-il vraiment encore lieu, pour l'Afrique, de tout attendre de l'Occident? La réponse est non! L'Afrique regorge d'un potentiel humain et matériel dont le bon usage lui garantirait des lendemains meilleurs. Il conviendrait donc que le continent africain procède à un réajustement de paradigme, à une restructuration des savoirs et à une révision des concepts, grilles, méthodes d'analyse et des systèmes de référence pour entrer en dialogue avec les autres continents et leur proposer sa contribution. Cette remise en cause de l'Afrique lui permettrait de mieux affronter des crises, à l'instar de celle de la covid-19 dont l'impact se fait plus ressentir sur les économies de ses pays que sur

l'état de santé de ses habitants. L'extraversion économique des pays africains au profit des pays industrialisés justifie, en partie, les raisons pour lesquelles la pandémie de la covid-19 a de graves conséquences économiques sur le continent africain. Faudrait-il le rappeler, ces économies d'extraction, de prédation et de ponction véhiculent dans le quotidien la violence sous sa forme visible et invisible. La pandémie à covid-19 est donc une opportunité que l'Afrique devrait saisir pour mettre fin à ces violences qu'elle subit au travers des solutions et des actions politiques et économiques conçues ailleurs et à elle imposées. La crise de la covid-19 pourrait être perçue comme un réveil pour les Africains qui, jusqu'ici, adoptaient une position attentiste face à autrui. Ce réveil pousserait alors le continent africain à se positionner comme acteur actif. Tourner le dos aux politiques d'austérité et de protectionnisme ainsi qu'au reshoring au profit de la conjugaison des savoirs, des forces et des productions endogènes au niveau régional constituerait déjà un pas de plus dans la marche du continent africain vers sa souveraineté économique; celle-ci passe, à n'en point douter, par l'autonomie politico-monnaire et la bonne gouvernance.

Bibliographie

- Abena Pascale et al. (2020) Chloroquine and Hydroxychloroquine for the Prevention or Treatment of COVID-19 in Africa: Caution for Inappropriate Off-label Use in Healthcare Settings, *The American Journal of Tropical Medicine and Hygiene*, 102/6: 1184-1188.
- Amadou Sarr Diop (2016) *Les théories africanistes du développement. Entre déconstruction et travers idéologiques*, Paris, L'Harmattan.
- Ayi Renaud Dossavi (2020) Covid-19 : pour développer sa solution, l'Université de Lomé a besoin de 100 millions FCFA, <https://www.togofirst.com/fr/sante/0207-5859-covid-19-pour-developper-sa-solution-luniversite-de-lome-a-besoin-de-100-millions-fcfa>.
- Bado Jean-Paul, Tilouine Joan (2020) En Afrique, le coronavirus met en danger les élites dirigeantes, *Le Monde Afrique*, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/03/en-afrique-le-covid-19-met-en-danger-les-elites-dirigeantes_6035384_3212.html.
- Banouto (2020) Apivirine contre Coronavirus : réaction du Béninois Valentin Agon, <https://archives.banouto.info/article/bien-etre/20200327-apivirine-contre-coronavirus-une-interview-de-valentin-agon-lire-sur-banouto/> (consulté le 21.01.2021).
- Bellissens Anna (2020) Covid Organics, le remède malgache contre le coronavirus qui laisse sceptique le monde médical, https://www.rtb.be/info/monde/afrique/detail_covid-organics-le-remede-malgache-contre-le-coronavirus-qui-laisse-sceptique-le-monde-medical?id=10486587.

- Bonfert Bernd (2020) Political economy and politics--Covid-19, critical political economy, and the end of Neoliberalism? <https://www.europeansociologist.org/issue-45-pandemic-impossibilities-vol-1/political-economy-and-politics-covid-19-critical-political>.
- Chomsky Noam (2020) Noam Chomsky: We are paying for the logic of capitalism, <https://www.ekathimerini.com/opinion/interviews/254221/noam-chomsky-we-are-paying-for-the-logic-of-capitalism/>
- Dabalén Andrew, Paci Pierella (2020) Quelles seront les conséquences de la pandémie du Covi-d-19 sur la pauvreté en Afrique ? <https://blogs.worldbank.org/fr/africain/quelles-seront-les-consequences-de-la-pandemie-du-covid-19-sur-la-pauvrete-en-afrique>.
- Defraigne Jean-Christophe (2020) L'impact géoéconomique de la COVID-19 sur l'économie généralisée, *Outre-Terre*, 2019/2 (N° 57), p. 23-46. DOI : 10.3917/oute2.057.0023. URL : <https://www.cairn.info/revue-outre-terre-2019-2-page-23.htm>.
- Demba Moussa Dembélé (2015) *Contribution à la déconstruction des théories conventionnelles sur le développement de l'Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- De Sardan Jean-Pierre Olivier et al. (2020) Si l'Afrique veut être plus efficace face aux épidémies futures, elle doit tirer les leçons de ses insuffisances, *Le Monde Afrique*, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/31/si-l-afrique-veut-etre-plus-efficace-face-aux-epidemies-futures-elle-doit-tirer-les-lecons-de-ses-insuffisances_6041339_3212.html.
- Diagne Souleymane Bachir (2020) L'Afrique bénéficie de sa confiance en la vie même, *Le Point*, https://www.lepoint.fr/culture/souleymane-bachir-diagne-le-monde-entier-est-confronte-aux-memes-problemes29-04-2020-2373526_3.php.
- Diouwara Tidiane (2020) Remède contre le COVID-19 : et si la solution venait d'Afrique ? *Le Temps*, <https://blogs.letemps.ch/tidiane-diouwara/2020/05/08/remede-contre-le-covid-19-et-si-la-solution-venaitdafrique>.
- Djéréké Jean-Claude (2020) *L'Afrique francophone peut-elle s'en sortir ?* Paris, L'Harmattan.
- Dossou D. (2016) AIDS pandemic as a problem of theodicy, In Azétop J. (Ed.) *HIV and AIDS in Africa: Christian reflection, public health and social transformation*. pp 155-162. New York: Orbis Books/ Maryknoll.
- Dudouet Nicolas (2020) Coronavirus : « l'Afrique doit se préparer au pire », estime l'OMS <https://information.tv5monde.com/video/coronavirus-l-afrique-doit-se-preparer-au-pire-estime-l-oms>.
- ko Fred (2020) Non, l'Afrique n'est pas, ni de près ni de loin, la cible privilégiée des essais cliniques, *Le Monde Afrique*, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/08/non-l-afrique-n-est-pas-ni-depres-ni-de-loin-la-cible-priviliegee-des-essais-cliniques_6035948_3212.html.

- Ela Jean-Marc (1980) *De l'assistance à la libération: les tâches actuelles de l'église en milieu Africain*, Limete/Kinshasa, Editions l'Épiphanie.
- Ela Jean-Marc (1998) *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire. Les défis du monde d'en-bas*, Paris, L'Harmattan.
- Ela Jean-Marc (2009) *Ma foi d'Africain*, Paris, Karthala.
- Ela Jean-Marc (1994) *Restituer l'histoire aux sociétés africaines. Promouvoir les Sciences Sociales en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan.
- Elliot Kévin (2020) Afrique : L'impact économique de la covid-19 menace les acquis, <https://www.edc.ca/fr/blogue/covid-19-afrique-perspectives.html>.
- Fakaba Sissoko Etienne (2020) Conséquences économiques de la Covid-19 et transformations structurelles de l'Afrique. Cas du Mali, <https://fes-benin.org/fes-archives/consequences-economiques-de-la-covid-19-et-transformations-structurelles-de-lafrique-cas-du-mali/>
- Fassin Didier (1996) *L'Espace politique de la santé. Essai de généalogie*, Paris, Presses Universitaires Française.
- Fassin Didier (2003) *The Embodiment of inequality. WMBO reports* 4, special issue, 2003, S4-S9.
- Fassin Didier (2007) *When bodies remember: Experiences and Politics of AIDS in South Africa*, Berkley, University of California Press.
- Fee Elizabeth, Krieger Nancy (1993) Understanding AIDS: historical interpretation and the limits of biomedical individualism, *Am J Public Health*, 83, 1477-1486.
- Good Byron (1994) *Medicine, rationality and experience. An anthropological perspective*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Greaume Michelle (2020) Action de cuba contre la pandémie de covid-19 et conséquences des sanctions économiques et financières, <https://senateurscrce.fr/activite-des-senateurs/les-questions-au-gouvernement/les-questions-ecrites/article/action-de-cuba-contre-la-pandemie-de-covid-19-et-consequences-des-sanctions>.
- Guibal Claude (2020) Face à la Covid-19, comment s'en sort vraiment l'Afrique ? *France Culture*, <https://www.franceculture.fr/sciences/face-au-covid-19-comment-sen-sort-vraiment-lafrique>.
- Herzlich Claudine (2014) *Sociologie de la maladie et de la médecine*, Paris, Armand Collin.
- Jaffré Yannick, Hane Fatoumata; Kane Héléne (2020) Une épreuve de dignité : regard anthropologique sur les réponses à la Covid-19 en Afrique de l'Ouest, *Alternatives Humanitaires*, 14/ 2020: 96-113.
- Kako Nubukpo et al. (2016) *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. À qui profite le franc CFA?* Paris, La Dispute.
- Kern Julie (2020) Coronavirus : comment Taïwan et la Corée du Sud ont-ils réussi à contenir l'épidémie ? <https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/coronavirus-coronavirus-taiwan-coree-sud-ont-ils-reussi-contenir-epidemie-80118/>

- Macron Emmanuel (2020) Coronavirus : Emmanuel Macron appelle à «aider» l'Afrique en «annulant massivement» sa dette, <https://www.europe1.fr/international/coronavirus-emmanuel-macron-appelle-a-aider-lafrique-en-annulant-massivement-sa-dette-3961774>.
- Mamba Souaré , Victoria Peter (2020) Après-Covid-19 : et si l'Afrique s'émancipait enfin de l'aide ? *Le Point*, https://www.lepoint.fr/afrique/apres-covid-19-et-si-l-afrique-s-emancipait-enfin-de-l-aide-07-05-2020-2374609_3826.php.
- Mbembé Achille (2000) *De la Postcolonie. Essai sur l'Imaginaire Politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris, Karthala.
- Mbembé Achille (2016) Les Ateliers de la pensée : l'Avenir de l'Afrique en débat, *ID4D/ Agence Française de Développement*, <https://ideas4development.org/avenir-afrique/>.
- Mbembé Achille (2018) *Politiques de l'inimitié*, Paris, La découverte Poche.
- Mbembé Achille (1990) Pouvoir, Violence et Accumulation. *Politiques Africaines*, » n.39, pp7-24.
- Mbembé Achille (2013) *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La découverte Poche.
- Negede Sihine (2020) Coronavirus : quand l'Afrique invente ses propres solutions, *Jeune Afrique*, <https://www.jeuneafrique.com/1002994/societe/coronavirus-quand-lafrique-invente-ses-propres-solutions/>
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la Science et la culture (2020) Incidences socio-économiques et culturelles du covid-19 sur l'Afrique. Réponses de l'UNESCO, *Résumé analytique*, https://en.unesco.org/sites/default/files/resume_analytiquefin_0.pdf.
- Puloc'h Meghann (2020) En Zambie, La crise sanitaire plonge le pays dans la récession, *ID4D/Agence Française de Développement*, <https://ideas4development.org/zambie-crise-sanitaire-recession/>.
- Rémy Jean-Philippe et al. (2020) Ces onze Africaines et Africains qui contribuent à contenir la pandémie sur leur continent, *Le Monde Afrique*, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/13/ces-onzeafricains-qui-tiennent-en-joue-le-coronavirus_6039573_3212.html.
- Reuters (2020) Le Vietnam donne 550.000 masques à cinq pays de l'Union européenne, <https://www.boursorama.com/bourse/actualites/le-vietnam-donne-550-000-masques-a-cinq-pays-de-l-union-europeenne-f3d0b6b082e31beeb5709c08be68e0a7> consulté le 25/03/2021.
- Rwoden Rick (2009) *The deadly ideas of neoliberalism: How IMF has undermined public health and the fight against AIDS*, London/New York, Zed Books.
- Saad-Filho Alfredo (2020) "Coronavirus, crisis and the end of neoliberalism", <https://www.ppesydney.net/coronavirus-crisis-and-the-end-of-neoliberalism/>

- Saad-Filho Alfredo (2020) "From Covid-19 to the end of Neoliberalism", *Critical Sociology*, 46/4-5: 477-485.
- Sach Jeffrey (2015) *L'era dello sviluppo sostenibile*, Università Bocconi Editore.
- Salgado Pedro (2020) COVID as the (Second) Death of Neoliberalism? <https://www.irgac.org/2020/09/14/covid-as-the-second-death-of-neoliberalism/>
- Savana Albert (2020) Le covid-organics de Madagascar face aux réserves de l'OMS, *Financial Afrik*, <https://www.financialafrik.com/2020/06/10/le-covid-organicsde-madagascar-face-aux-reserves-de-loms>.
- Seibt Sébastien (2021) En Afrique, la crise économique a davantage circulé que le covid-19, <https://www.france24.com/fr/afrique/20210121-en-afrique-la-crise-economique-a-davantage-circule-que-le-covid-19>.
- Shahir Ahmad, Aijaz Ahmad (2020) "Covid-19 Pandemic—an African Perspective", *Emerging Microbes & Infections*, 9/1: 1300-1308.
- Soumaré Marième (2020) Coronavirus : les chercheurs africains veulent se faire une place dans le club fermé de la recherche mondiale, *Jeune Afrique*, <https://www.jeuneafrique.com/933572/societe/coronavirusles-chercheurs-africains-veulent-se-faire-une-place-dans-le-club-ferme-de-la-recherche-mondiale>.
- Soumaré Marième (2020) L'hydroxychloroquine toujours plébiscitée en Afrique, malgré les controverses, *Jeune Afrique*, <https://www.jeuneafrique.com/990170/societe/lhydroxychloroquine-toujours-plebisciteeen-afrique-malgre-les-controverses>.
- Stiglitz Joseph (2019) The End of Neoliberalism and the Rebirth of History, Available at <https://www.socialeurope.eu/the-end-of-neoliberalism-and-the-rebirth-of-history>.
- Strauss-Kahn Dominique (2020) L'être, l'avoir et le pouvoir dans la crise, *Politique internationale*, <https://politiqueinternationale.com/n°167>.
- Union Africaine (2018) Accord portant création de la zone de libre-échange continentale Africaine, https://au.int/sites/default/files/treaties/36437-treaty-consolidated_text_on_cfta_-_fr.pdf.
- Vidal Laurent, Eboko Fred, Williamson David (2020) Le catastrophisme annoncé, reflet de notre vision de l'Afrique, *Le Monde Afrique*, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/08/coronavirus-lecatastrophisme-annonce-reflet-de-notre-vision-de-l-afrique_6039110_3212.html 11.
- Wayak-Pambè Madeleine, Yempabou Bruno, Kouada Seni (2020) Covid-19 : La jeunesse, un atout pour l'Afrique, *Le point*, https://www.lepoint.fr/afrique/covid-19-la-jeunesse-un-atout-pour-l-afrique-06-06-2020-2378700_3826.php#
- Weber Marx (2017) *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Barcelone, Champs classiques, 4^e Édition.

- WHO (2008) Commission on the Social Determinants of Health. Closing the gap: health, equity through action on the social determinants of health, *Commission on Social Determinants of Health Final Report*, http://www.who.int/social_determinants/thecommission/finalreport/en/. WHO (1986) Charte d'Ottawa sur la promotion de la santé, http://www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0003/129675/Ottawa_Charter_F.pdf?ua=1&ua=1.
- WHO (2021) Rapport sur la riposte stratégique à la covid-19 dans la région africaine de l'OMS, https://www.afro.who.int/sites/default/files/2021-04/012_WHO-AFRO_Strategic-Response-to-COVID-19_A4_P_V3.indd%20-%20FINAL%20-%20FR%20FINAL.pdf.
- Wilkinson Richard (2005) *The Impact of inequality: How to make sick societies healthier*, New York, New Press.
- Winlow Simon and Hall Steve (2013) *Rethinking Social Exclusion*, Sage, London.
- Witter Robert A. and al. (1985) Religion and subjective well-being in adulthood: A quantitative synthesis, *Rev Religious Res*, 26, 332-342.
- Zebaze Calvin, Dudu Hasan, Zeufack Albert (2020) Assessing COVID-19's economic impact in sub-Saharan Africa: Insights from a CGE model, In Simeon Djankov and Ugo Panizza (Eds), *COVID-19 in Developing Economies, CEPR/International Development Policy journal, VOX EU*, <https://voxeu.org/content/covid-19-developing-economies>. Translated by Saskia Velasquez <https://doi.org/10.4000/poldev.3546>.
- Zé Belinga Martial (2020) Leçons de pandémie: déconfiner et décoloniser les économies africaines, *ID4D/Agence Française de Développement*, <https://ideas4development.org/lecons-de-pandemie-deconfiner-et-decoloniser-les-economies-africaines/>.